



Afrique	Démission JOYANDET vu d'Afrique, « c'est calamiteux en terme d'image »	2010.07.06
Afrique	Chine exonération droits douane pour 60% produits importés provenance 26 pays africains	2010.07.06
Afrique	TOGO – LIBYE Kadhafi reçoit Faure Gnassingbé	2010.07.06
Afrique	Faure chez Kadhafi Kpatcha et la crise sociale au menu	2010.07.05
Afrique	GUINÉE • Résultats du premier tour de la présidentielle	2010.07.05
Afrique	Sénégal Jean-Christophe Rufin quitte son ambassade	2010.06.11
Afrique	Indépendances Faure Le 14 juillet d'abord après les Evalas	2010.07.04
Asie	KIRGHIZISTAN • Rosa OTOUNBAEVA investie pour dix-huit mois	2010.07.05
Asie	KIRGHIZISTAN La Chine envoie une aide matérielle au Kirghizistan	2010.06.28
Drogue	Odeur de poudre blanche à l'aéroport de Niamtougou	2010.07.04
Institutions	Y a-t-il une Cour des Comptes au Togo ?	2010.07.05
Medias-Presse	Pouwi DADJA le petit dictateur de la HAAC	2010.07.03
Pauvreté	Comment mesurer l'efficacité de la microfinance? Débats à Berne	2010.07.05
Politique	15^{ème} marche du FRAC propos des leaders politiques	2010.07.05
Politique	15e manifestation du FRAC Jean-Pierre Fabre appelle à la conjonction des mouvements sociaux	2010.07.05
Sécurité	Port Autonome de Lomé : La méthode Rock Gnassingbé suscite des polémiques	2010.07.05
Social	Les centrales syndicales désavouées par le réalisme des populations	2010.07.05
Social	Les cavaliers masqués de Faure	2010.07.03
Social	Quand les leaders syndicaux togolais aident les gouvernants à arnaquer les populations	2010.07.05
Sports	MONDIAL 2010 • L'Afrique n'aime pas les jeux de main	2010.07.05

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Afrique Démission JOYANDET vu d'Afrique, « c'est calamiteux en terme d'image »



Alain Joyandet était en charge de la Coopération depuis mars 2008 ©REUTERS/Eric Feferberg

France Info - Hier, 18:56 mardi 6 juillet - 2:24:39 - Pour Vincent Huguex, journaliste à L'Express et spécialiste de l'Afrique, la démission du secrétaire d'Etat à la Coopération "fait tache", au moment où les anciennes colonies françaises célèbrent le 50ème anniversaire de leur indépendance. Selon ce spécialiste des relations entre la France et ses anciennes colonies, Alain Joyandet, *"sarkozyste de stricte obédience, a été sacrifié. Et il vit cela comme un échec, car au fil des mois il s'était entiché de l'Afrique et de la fonction"*. Et, vue depuis les capitales africaines, **cette démission "fait tache"** : c'est, estime Vincent Huguex, *"un camouflet à vocation de politique intérieure, et en terme d'image c'est calamiteux"*, alors que l'on célèbre le **cinquantenaire des indépendances africaines** et que plusieurs chefs d'Etat africains sont conviés à Paris à l'occasion du 14 juillet...

[La démission d'Alain Joyandet, mauvais signal envoyé à l'Afrique ? Vincent Huguex, avec Yves Izard \(3'58"\)](#)

Le ministre des Affaires Etrangères **Bernard Kouchner est désormais "directement" en charge de la Coopération**. Il promet une *"action renouvelée et renforcée"* à l'égard de l'Afrique, *"une action dont l'imagination, la solidarité et la fraternité sont les maîtres mots"*.

*Vincent Huguex vient de publier *"L'Afrique en face"*, aux éditions Armand Colin

Chine-Nouvelle.com Afrique Chine exonération droits douane pour 60% produits importés provenance 26 pays africains

LE 01.07.2010 À 16:44 | © 2010 [CHINE NOUVELLE](#)

La Chine supprimera les droits de douane sur 60% des produits importés en provenance de 26 pays africains les moins développés, dont l'Ethiopie et le Libéria, a annoncé jeudi le ministère chinois du Commerce.

Cette mesure est entrée en vigueur le 1er juillet, a indiqué jeudi un porte-parole du ministère.

Cette action répond aux engagements faits par la Chine dans le cadre du mécanisme du Forum de coopération sino-africaine, afin de favoriser le développement des pays africains et d'élargir la coopération et les avantages mutuels, a expliqué le porte-parole.

La Chine a commencé en 2005 à supprimer les droits de douane pour certains produits importés en provenance de l'[Afrique](#). En 2006, le nombre de produits bénéficiaires de l'exonération des droits de douane a totalisé 478.

La Chine envisage d'ouvrir davantage son marché aux produits africains, a ajouté le porte-parole. D'ici 2013, la Chine cherche à supprimer les droits de douane sur 95% des produits importés en provenance de tous les pays africains avec lesquels la Chine a établi des relations diplomatiques.



Afrique TOGO – LIBYE Kadhafi reçoit Faure Gnassingbé

Lundi, 05 Juillet 2010 17:54 - Sommet de la CEN-SAD - Le guide libyen Mouammar Kadhafi, président en exercice de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD) a reçu en audience, dimanche en fin de journée à Tripoli, le président togolais Faure Gnassingbé, avec qui il a examiné les préparatifs en cours pour la tenue du prochain sommet de la CEN-SAD, le 22 juillet prochain, à N'Djamena, au Tchad.

Le guide Kadhafi et le président togolais, arrivé en début d'après-midi à Tripoli ont, selon une source officielle libyenne, souligné la nécessité de trouver des mécanismes et stratégies assurant la coordination des positions et leur harmonisation entre les pays de l'espace CEN-SAD.

Ils ont évoqué aussi les dispositions en cours pour la tenue du prochain sommet de l'Union africaine (UA) les 26 et 27 juillet à Kampala, la capitale ougandaise.

Le secrétaire du comité populaire général libyen des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Moussa Koussa, le secrétaire général de la CEN-SAD Mohamed Al-Madani Al-Azhari, les secrétaires libyens à la coopération et aux affaires africaines par intérim respectivement Mohamed Siala et Jumaa Brahim et l'ambassadeur du Togo en Libye ont pris part à cette rencontre.

PANA PRESS

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Lundi, 05 Juillet 2010 12:37 - On l'attendait du côté de l'Île Maurice comme il sait le faire par ses interminables voyages et cette fois aux côtés du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Non ! Faure a choisi une autre direction. Officiellement et dans le jargon très propre du RPT « pour une visite à l'invitation de son homologue Mouammar Kadhafi ». Officieusement, le parrain Kadhafi a commencé par mesurer la poudrière sociale sur laquelle Faure est assis. Pendant quinze semaines les togolais ne sont pas toujours fatigués de marcher à l'invitation du FRAC. Mieux, se sont des groupes de femmes qui viennent gonfler le nombre des manifestants tous les samedi. Faure selon ses plus proches que nous avons contactés aurait cessé de discuter et serait très frustré. La raison. Les mêmes sources indiquent pêle-mêle que le prince ne sait plus qui faire confiance. Tous les amis d'enfance qui pullulaient les ministères ont été de piètres ministres au premier quinquennat. Beaucoup se sont révélés être de vrais prédateurs de l'économie et sans aucun poids politique. Il en est conscient ! Les dossiers s'entassent et font de lui un « petit dictateur » sur le plan international. Un proche de lui dit qu'il passe plus le temps à ruminer les stress qu'à travailler. Lui qui disait selon ses proches que la presse peut écrire ce qu'elle veut, a fini par ne plus se retrouver. Aussi, le langage d'un autre âge du RPT le saoul, lui qui voudrait rentrer dans la modernité. Les sources recoupées disent qu'il a fini par craquer : « Ce que vous faites, au temps de mon père vous ne l'auriez pas fait ! ». Il y a l'Assemblée qui est aussi devenue un casse-tête. Moribonde, Faure veut la dissoudre, mais les amis de son frère ennemi sont au ¾. Une dissolution brusque reviendrait à dire que Kpatcha dans ses geôles à désormais un soutien de taille. Les réflexes de trahison et de vengeance peuvent faire un effet boomerang. Dans la foulée, c'est un président qui a compris aussi que la formule Gilchrist et son bataillon d'amis n'est pas la solution. Solution curieusement travaillée avec minutie par Pascal Bodjona qu'on dit a fini par priver Faure de tous les réseaux au sein du RPT.

Kadhafi qui voit le danger de loin a fini par l'inviter, ou s'est Faure qui s'est fait inviter. Tout dépend du bout de la lunette où on se trouve. Pour flouer l'opinion togolaise le laboratoire du RPT www.republicoftogo.com a pondu un communiqué sur ce que le fils et le parrain vont faire comme travail : « A l'ordre du jour, la Cen-Sad, les conflits qui secouent plusieurs pays d'Afrique, les tensions politiques et la crise économique mondiale qui n'épargne pas les États africains ».

Tous les analystes disent que Kadhafi va lui suggérer aussi de libérer Kpatcha et tous les autres activistes que le RPT a collé un le nom de « terroristes » innocemment. Plus dure, Kadhafi qui a été le premier à reconnaître la victoire de Faure ne connaît aucun opposant togolais du FRAC comme Bongo de son vivant le faisait avec brio pour les mettre au service de Faure.

Va-t-on assister à la révolution des œilletons dans les prochains jours au Togo ? Le rêve est permis mais le RPT tient solidement encore tous les leviers de l'Etat...

Taffa Biassi Lynx.info

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Lundi, 05 Juillet 2010 18:03 - La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) du Bénin a publié récemment la liste des organes de presse écrite ayant une existence légale, dont une cinquantaine de quotidiens, pour mettre fin à l'anarchie dans le secteur.

Quelque 53 quotidiens, 4 bihebdomadaires, 11 hebdomadaires, 3 bimensuels et 4 mensuels seulement respectent la réglementation en vigueur au Bénin en matière de presse écrite, sur les 142 dossiers parvenus à l'instance de régulation.

Selon la HAAC, seuls ces organes reconnus légalement peuvent faire l'objet de revue de presse ou de titres sur les antennes des radiodiffusions sonores et des télévisions installées au Bénin.

Le reste des journaux jugés sans existence légale est considéré comme des tracts qui ne doivent plus être relayés, précise l'institution.

Toutefois, les responsables des organes reconnus sont invités à faire le dépôt légal conformément aux textes.

Le Bénin, rappelle-t-on, compte une floraison de titres dont la plupart ne respectent pas la périodicité pour diverses raisons liées à la précarité de leur exploitation et à une concurrence déloyale.

Si quelques uns bénéficient d'une existence légale, bon nombre ne paraissent que sur "commande" ou durant les périodes électorales, ironiquement appelée "période de vendange", par comparaison à la saison de récolte.

Beaucoup titres restent encore sans siège et leur personnel se limite souvent au directeur de publication, assisté d'un opérateur de saisie.

De nombreux employés de la presse travaillent sans salaire et sans qualification, en dépit de l'existence d'une convention collective dont l'application est toujours attendue.

Jusqu'à présent, les journaux béninois tiennent secrets leurs tirages et certains impriment juste le nombre d'exemplaires à déposer pour les revues de presse en langues nationales, qui sont des éditions très prisées par la population.

SOURCE: PANA PRESS



Cellou Dalein Diallo est arrivé en tête du premier tour

05.07.2010 La commission électorale nationale indépendante (Ceni) a proclamé les résultats provisoires du premier tour de l'élection présidentielle du 27 juin au cours de laquelle 24 candidats, tous issus de la société civile, se sont affrontés et 77% des Guinéens se sont exprimés. Les deux candidats arrivés en tête, l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo (39,72% des suffrages) et l'opposant Alpha Condé (20,67%), devront composer avec Sidya Touré qui a obtenu 15,6 % des voix et qui crie à la fraude organisée. Un second tour aura lieu le 18 juillet. "L'arbre de ce dénouement heureux ne doit pas cacher la forêt des irrégularités qui ont émaillé cette élection", souligne le quotidien burkinabé [Fasozine](#). Car malgré l'espoir suscité, "la Ceni n'avait pas les moyens d'assurer la transparence nécessaire pour éviter les contestations".

Deuxième tour, bon tournant pour la Guinée

Dimanche, 04 Juillet 2010 14:05 Bark Biiga

Cellou Dalein Diallo est arrivé en tête du premier tour

Ouf! Il y a de quoi se réjouir de l'heureux dénouement de la présidentielle guinéenne. Du moins, pour la première étape que l'on disait de tous les dangers. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a proclamé les résultats provisoires, qui annoncent un deuxième tour. C'est l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo et l'opposant Alpha Condé qui ont tiré leur épingle du jeu. Un jeu dans lequel ils étaient 24 prétendants au fauteuil présidentiel.

Mais l'arbre de ce dénouement heureux ne doit pas cacher la forêt des irrégularités qui ont émaillé cette élection présidentielle, la plus ouverte dans ce pays. L'élection était porteuse de beaucoup d'espoir, mais la Ceni n'avait visiblement pas les moyens d'assurer la transparence nécessaire pour éviter les contestations. Alpha Condé, le candidat arrivé en deuxième position à l'issue du premier tour, dénonce lui aussi des «manipulations», tandis que le troisième, Sidya Touré, continue de crier à la fraude et exige l'arbitrage du Conseil constitutionnel avant le coup d'envoi du second tour. Sa cause sera-t-elle entendue? Faut-il craindre que cette contestation grippe la deuxième étape de la présidentielle?

Ce qui est sûr, c'est que la Guinée vient de gagner le pari du premier tour dans le calme. Pour préserver cet acquis, la commission électorale et les autorités guinéennes devraient maintenant tirer toutes les leçons de la première étape et faire les réglages nécessaires pour assurer un deuxième tour plus propre et plus serein, avec des résultats acceptés par tous.



Afrique Sénégal Jean-Christophe Rufin quitte son ambassade



Jean-Christophe Rufin, dans son ambassade de Dakar. Photo prise en juin 2008.

© REUTERS/Normand Blouin

L'écrivain ne sera plus l'ambassadeur de France au Sénégal à la fin du mois. Après trois ans de bons et loyaux services, il ne demande pas de prolongation de son mandat, lassé des pressions exercées par le président Wade.

Trois ans au Sénégal, ça suffit. **Jean-Christophe Rufin ne sera plus ambassadeur de France le 30 juin.** Abdoulaye Wade, le président sénégalais, ne cachait plus son agacement...

Mais **les tensions avec le pouvoir en place** n'y sont pour rien, assure l'écrivain. D'ailleurs, dit-il, il sera resté plus longtemps que ses prédécesseurs - qui avaient tenu deux ans pour l'un, 18 mois pour l'autre.

Pour autant, Jean-Christophe Rufin reconnaît avoir eu **des échanges vifs, parfois, avec le président sénégalais**. *"Nous avons eu des périodes de tension extrême au moment des assises nationales (de l'opposition, en 2008). Des démarches ont été faites pour demander ma tête, comme on dit, mais j'ai toujours eu le soutien du président Nicolas Sarkozy"*, a-t-il raconté sur Radio France Internationale.

Jean-Christophe Rufin quitte l'ambassade de France au Sénégal. Il s'en explique au micro de RFI (1'07")

En fait, Jean-Christophe Rufin l'assure : un mandat d'ambassadeur dure trois ans. Et il n'a pas demandé de prolongation. Car il est un homme occupé : **Académicien depuis deux ans, et surtout romancier à succès.**



Dimanche, 04 Juillet 2010 08:25 - Quand on n'est pas kabyè jusqu'à dans les veines on ne peut pas comprendre ce que représente les Evalas en pays kabyè. Faure né de père kabyè et de mère Ewé et s'identifiant plus "Ewe" que kabyè est cruellement perdu en conjectures quand il s'agit des Evalas. C'est avec peine qu'il participe à cette messe culturelle depuis qu'il a capté le pouvoir en 2005. Les Evalas pour lui, c'est un peu une perte de temps. Le dandy né avec la cuillère en or dans la bouche est plus branché sur le commerce, les affaires, les femmes, le "ma tu vu" que cette fête qui rappelle un peu le rythme Zoulou en Afrique du Sud. Pourtant, Eyadema en avait fait des Evalas l'activité culturelle et sportive la plus médiatisée du Togo. Tous les débuts du mois de juillet, les jeunes kabyès en âge de lutter se retrouvent dans leur Kozah natal pour l'évènement. L'année dernière Faure s'était permis de faire des aller-retours Lomé-Kara pour suivre les Evalas, une grande première ! Le mois de juillet, c'est ce mois qui attire les touristes vers Kara. Et comment les touristes peuvent-ils encore venir quand la lutte des Evalas devient chaque année un décor, une simple fête de jeunes gens qui ont une envie d'exhiber leur belles poitrines et leurs gros bras ? Après avoir divisé sa famille, son armée, le peuple togolais, Faure part à la division aussi de la fête culturelle en pays kabyè. A Kara, tout le monde se demande depuis quand les Evalas débutent dans la deuxième quinzaine du mois de juillet ? Mais la stratégie de « l'Esprit nouveau est ailleurs ». Raison. Les gaulois veulent faire marcher toutes les armées africaines sur les champs Elysées le 14 juillet pour la commémoration de 50 années de pillage éhonté dans leur pré carré. L'évènement est de taille et est une occasion pour tous les satrapes et guignols africains. Il ne faut pas manquer de se faire légitimer ne serait-ce que sur le plan international. Quand dans son tréfonds Faure sait qu'il a dû mater l'esprit collectif togolais pour revenir aux affaires en inventant son score via son VSAT personnel, avec le 14 juillet, il faut sacrifier aussi ce qui reste à un peuple quand il a tout perdu : sa culture.

Imaginez-vous togolais, Sarkozy laisser un évènement de taille qui est le ferment de son identité depuis des générations au profit de Faure ? Faure n'a rien compris. Autant il n'a aucun gène d'un président visionnaire, autant les kabyès devraient commencer par s'éloigner de lui. Quand on a honte de s'identifier à son peuple, on devrait aussi avoir honte de demander les services de ce peuple pour se faire tout le temps élire comme président. Signe des temps, il y a deux ans qu'il a mis ses propres frères et le député Kpatcha en prison, les privant de fêter les Evalas comme cela se faisait au temps du père. Eyadema doit être en train de se retourner dans sa tombe.... **Camus Ali lynx.info**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



05.07.2010 - Le 3 juillet, la présidente intérimaire du Kirghizistan depuis le renversement du président Kourmanbek Bakiev en avril, a été investie officiellement à la tête du pays, rapporte le webzine Ferghana.ru. Le référendum constitutionnel du 27 juin ayant approuvé le projet de nouvelle Constitution et la candidature de l'égérie de la "révolution des tulipes" de 2005, Rosa Otounbaeva, *"première femme présidente en Asie centrale et dans l'ensemble de la CEI"*, dirigera le pays jusqu'au 31 décembre 2011. Rosa Otounbaeva effectuera sa première visite officielle à l'étranger en sa qualité de présidente légitime le 5 juillet, à Astana, au Kazakhstan, où elle participera au sommet de la Communauté économique eurasiatique (Eurazes), réunissant six pays ex-soviétiques.

Chine-Nouvelle.com Asie KIRGHIZISTAN La Chine envoie une aide matérielle au Kirghizistan

LE 28.06.2010 À 08:31 | © 2010 CHINE NOUVELLE

La Chine a envoyé lundi deux charters transportant 26 tonnes de matériel de secours au Kirghizistan pour assister les réfugiés, suite aux violents conflits ethniques survenus ce mois-ci.

Les deux Boeing 757 de la China Southern Airlines se sont envolés, respectivement lundi à 01h30 et à 02h22, de l'Aéroport international d'Urumqi, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest), pour la ville d'Och située dans le sud du **Kirghizistan**, a indiqué un porte-parole de la branche au Xinjiang de la compagnie aérienne. Selon lui, cette aide matérielle, dont des tentes, de la nourriture, des médicaments et d'autres articles de première nécessité, a une valeur de 3 millions de yuans (441 176 dollars).

Le ministère chinois du Commerce a demandé dimanche au département régional du Commerce du Xinjiang d'acheter du **matériel de secours** et de les envoyer au **Kirghizistan**, a ajouté le porte-parole. La China Southern Airlines, une des plus importantes compagnies aériennes du pays, a participé de manière active à l'évacuation des Chinois et au transport du **matériel de secours** après l'éclatement des conflits entre les Kirghizs et les Ouzbeks à la mi-juin à Och.

Les conflits se sont propagés ensuite dans la région de Jalalabad, faisant 210 morts et 2 100 blessés. Du 15 au 21 juin, neuf avions de la China Southern Airlines ont évacué 1 299 Chinois se trouvant au **Kirghizistan**. La Chine a également envoyé une aide matérielle d'une valeur de 3 millions de yuans à l'Ouzbékistan, où des réfugiés kirghizs ont afflué après les conflits dans leur pays.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Dimanche, 04 Juillet 2010 11:22 - Petit rappel : Mouvements de matériel militaire entre le Zaïre et le Togo le 17 mai 1997. Type : IL 76. Immatriculé UK 76844. Provenance Gbadolite. Arrivée, Niamtougou. Le rapport des Nations Unies en vient à la conclusion suivante et épingle le pouvoir de Lomé de faire de l'aéroport de Niamtougou un haut lieu de trafic de diamant et de transit d'armes. Bien que le Togo ne soit pas producteur de diamant, tous les rapports qui se succèdent les uns après les autres pointent la présidence togolaise et la présidence burkinabè avec en tête Blaise Compaoré. Les branchements vont jusqu'à faire de Blaise Compaoré le parrain de la guerre civile au Libéria et en Sierra-Léone. La présidence du Togo a un aéroport pour toutes les demandes de nuits comme de jours pour les mafieux du monde entier. Selon des sources recoupées du Lynx, les activités à l'aéroport de Niamtougou ont repris de plus belle. Les mêmes qui faisaient ces trafics ignominieux ont rectifié d'autres et nommé des personnes à leur place. La côte ouest africaine devenue le pavillon de la poudre blanche a ses relais à Niamtougou où les narco-trafiquants sud américains, africains se retrouvent. L'aéroport au nord du Togo est devenu une base. Les junkies du monde entier se retrouveraient nuitamment pour les opérations entre dealers avec le soutien tacite de la hiérarchie militaire togolaise et ont le soutien de la vieille garde dont les noms sont devenus presque quotidien dans le paysage de la poudre blanche. Les habitudes de la maison ont refait surface selon aussi les services secrets américains. L'ambassadrice d'Amérique Mme Hawkins au Togo profite de la fête du 4 juillet pour lancer un message très significatif: "Aussi longtemps que le Togo ne sévira pas contre les prévaricateurs et ceux qui pillent son économie, le développement sera retardé et la pauvreté gagnera du terrain". Solitoki Eso, ministre de la fonction et Secrétaire du RPT qui était de l'invitation a plutôt choisi de siffler sa bière que d'écouter l'appel. L'homme n'est pas surpris, c'est la pauvre américaine qui ne sait pas ce qu'elle dit!

Le pouvoir de Faure recadre le discours américain et cherche comme toujours à tromper l'opinion nationale et internationale: « Les aéroports de Lomé et de Niamtougou seront prochainement dotés d'unités spéciales de sécurité et de sûreté composées de policiers, de gendarmes, de douaniers et de militaires placés sous un commandement unique afin de renforcer la sécurité des deux plateformes aéroportuaires internationales du Togo ». On se précipite et on brûle la cocaïne et le hachich sur la place publique sans pour autant avoir déjà dit le nombre de saisis au fur et à mesure qu'on mettait la main sur les criminels comme cela se passe dans tous les pays sérieux au monde. Dans ce paysage togolais de lutte contre la drogue, il arrive qu'on ne sait plus qui est le juge et qui est le dealer: c'est le Togo! Dites-nous pourquoi sécuriser subitement un aéroport comme celui de Niamtougou avec des commandos et des unités spéciales qui dessert seulement les marchandises des femmes, enfants de dignitaires et les rares chefs d'Etat qui y atterrissent ? Si l'aéroport a été construit pour se protéger de la montée communiste et servir de base à la France pour déposer les présidents "non-voulus" dans le pré carré, avec le temps, les Gnassingbé se sont accaparés et en ont fait un haut lieu du grand banditisme international. Bien sûr avec la complicité très remarquable de tous les services secrets français, américains et même angolais. Quand un État fait la fuite en avant, les vieux réflexes finissent par rejaillir à la surface. Et le pouvoir de Faure a fini par réunir tous les ingrédients qui font du Togo un État voyou. **Djima Matapari Lynx.info**



Institutions Y a-t-il une Cour des Comptes au Togo ?

Le Togo, a le malheur d'être dirigé depuis 43 ans par une caste gloutonne, aux dents longues, qui se soucie peu du sort du peuple. Durant les longues années du règne de feu Eyadema Gnassingbé, le souci prioritaire des gouvernants est de saigner à blanc le peuple pour s'enrichir.

Au cours des années de vaches grasses où le prix du phosphate était très élevé, ils se sont acoquinés avec des Occidentaux véreux pour créer des éléphants blancs : des usines qui ne servaient à rien à l'instar de la raffinerie de pétrole de la zone portuaire de Lomé. Comment peut-on construire une raffinerie dans un pays non producteur de pétrole ? Les différents directeurs qui se sont succédé à la tête de l'ex OTP, aujourd'hui SNPT, après sa nationalisation n'ont jamais rendu compte à la Nation de la gestion des revenus générés. Pis, ils ont dilapidé les énormes profits et confondu l'argent du peuple à leurs caissettes personnelles. Aujourd'hui, l'OTP est en banqueroute et c'est l'Etat qui doit la subventionner. Le chapelet des sociétés d'Etat qui sont gérées de façon mafieuse est long. Même après avoir liquidé ces sociétés d'Etat, les directeurs se pavanent en toute impunité dans les grosses cylindrées à Lomé. Le cas de l'ex Directeur du Fonds d'Entretien Routier (FER), Ferdinand Tchamsi est patent. Après s'être volatilisé avec les fonds mis à la disposition du FER, il est revenu écumer ses bureaux de Lomé.

Pourtant, il nous souvient que le « Leader Nouveau » Faure Gnassingbé, arrivé scandaleusement au pouvoir à la mort de son père, avait mis en place la Cour des Comptes. Mais, jusqu'à ce jour, ses membres sont moins visibles. Ils observent un mutisme total sur les affaires qui secouent le pays. Aujourd'hui, on se rend compte que les multiples taxes fictives – en exemple celui de la chambre du commerce dont les dirigeants affirment n'être jamais rentrés en possession de ces revenus- prélevées sur le litre du carburant ne servent qu'à alimenter les caisses noires du pouvoir. Les fonds générés par la caisse de péréquation sont introuvables alors que les « saigneurs » décrètent une hausse inhumaine des prix du carburant. On ne peut qu'être indignés du curieux silence des « auditeurs de la République ». Ils se sont plutôt emmurés dans un mutisme sépulcral. Finalement, on peut conclure qu'ils servent en réalité de faire-valoir aux pilliers qui les ont nommés pour distraire les bailleurs de fonds et le peuple, sinon qu'attendent-ils pour commencer leur travail ? Quand vont-ils commencer à demander des comptes à ceux qui ont fait volatiliser l'argent du contribuable togolais ? Le poète Virgile écrivait « Honte à celui qui chante pendant que Rome brûle ». Nous leur dirons « honte à celui qui se tait pendant que le Togo est pillé ».

Le Correcteur



Samedi, 03 Juillet 2010 18:46 - Petit de taille, environ 1,65 m, Pouwi Dadja est celui qui fait plus de misère aux journalistes togolais. Les convocations des directeurs de publication et de leurs rédacteurs en chef à la HAAC, c'est lui. Pour une peccadille, l'homme monte sur ses egos et intime subtilement l'ordre à son président Philippe Evégnon devenu une marionnette à ses yeux, d'appeler les confrères pour qu'ils fournissent les preuves de leurs écrits. Un confrère ironisait comme quoi la HAAC était devenue un « Nuremberg des temps modernes » de la presse bien sûr.

Officiellement vice-président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), il est en réalité le vrai président de cette institution. Au début, il voulait être à la tête de la HAAC mais c'était sans compter avec les objectifs de Faure qui étaient de prouver aux yeux de l'opinion nationale et surtout internationale que ce machin était dirigé par un « opposant ». Ainsi, les ambitions de l'homme s'envoleront en éclats. Ce que Pouwi Dadja n'a pas du tout digéré.

Pour la petite histoire, il était DG de Togo-Presse au bon vieux temps de feu Eyadema Gnassingbé. Une boîte qu'il gérait selon ses humeurs. Les employés de Togo-Presse qui ont vécu les frasques de l'homme témoignent de ce qu'il leur faisait souvent des misères pour un oui ou non. Un dictateur dans l'âme, Pouwi Dadja l'est. Il est de la race d'individus complexés qui croient dur comme fer qu'il faut compenser ses faiblesses en brimant ses semblables.

A la HAAC, Pouwi Dadja se croit en véritable territoire conquis. Un petit chef plus royaliste que son président Philippe Evégnon qu'il fait semblant de porter dans le cœur alors qu'il le hait comme une peste parce que, selon lui, Philippe a usurpé sa présidence chérie de la HAAC. Tous les journalistes convoqués à la HAAC gardent encore en mémoire ses sautes d'humeurs. Morceaux choisis : « Président, ils n'ont rien à dire. Ils n'ont qu'à aller écrire un contre article » ou « Donnez-moi vos preuves ». Pouwi Dadja est plus qu'un gendarme à la HAAC.

Dire que l'Assemblée s'apprête à renouveler le mandat des membres de la HAAC qui expire en septembre prochain.

Igomzikipé Malika (Stagiaire)

LE TEMPS **Pauvreté Comment mesurer l'efficacité de la microfinance? Débats à Berne**

Ram Etwareea samedi 3 juillet 2010

Quelque 200 experts se penchent sur une industrie en croissance, mais aussi critiquée

L'espace d'une semaine, la capitale mondiale de la microfinance s'est déplacée de Genève à Berne. L'initiative en revient à la Direction du développement et de la coopération (DDC) qui a accueilli, du 28 juin au 2 juillet, la conférence annuelle de la Social Performance Task Force, un groupe d'experts qui veut établir des standards dans cette industrie en pleine croissance. Il est surtout question de pouvoir mesurer la durabilité sociale et de renforcer la transparence dans un secteur qui pèse près de 70 milliards de dollars. La conférence a réuni quelque 200 acteurs – investisseurs, coopération bilatérale et multilatérale, ONG – de 50 pays.

La coopération suisse et la microfinance			
Projets		Régions	
Nombre	35	Europe de l'Est et Asie centrale	22%
Taille moyenne	2,2 millions de dollars	Amérique du Sud et Caraïbes	17%
Montant total engagé	78 millions de dollars	Asie du Sud	34%
Durée moyenne	4,3 années	Afrique subsaharienne	18%
Soutiens aux institutions de microfinance	127	Projets globaux	8%
Nombre de clients	1,915 million	Asie de l'Est et Pacifique	1%
Taille moyen du crédit	800-2700 dollars	Afrique du Nord et Moyen-Orient	0%
Taux d'intérêt moyen	16-36%		

SOURCE: DDC

Martin Dahinden, directeur de la DDC, a visité un projet de microcrédit l'an dernier à Dacca, capitale du Bangladesh, l'un des pays parmi les plus pauvres d'Asie. Il y a rencontré des femmes qui, grâce à un emprunt, ont commencé du petit commerce. Il est rentré convaincu qu'un petit montant peut faire la différence.

«La microfinance n'est pas la panacée qui résoudra tous les problèmes de la pauvreté dans le monde, mais elle peut y jouer un rôle important», explique Martin Dahinden. La DDC poursuit ainsi son engagement. Elle n'est toutefois pas elle-même pourvoyeuse de crédits, mais elle aide les structures qui sont actives sur le terrain.

Le succès de la microfinance ne cache cependant pas de nombreux problèmes. Dans certains pays, le taux d'intérêt exigé aux clients monte jusqu'à 30%, ce qui est proche de la pratique de l'usure. Pour Jean-Pierre Klumpp, patron de Blue Orchard Finance, basée à Genève et acteur de longue date, les coûts opérationnels de petites transactions sont élevés. Pour Klaus Tischhauser, directeur de ResponsAbility, un fonds lié à Credit Suisse, la concurrence entre prêteurs est forte. Par conséquent, il craint une baisse des taux d'intérêt, ce qui rendrait l'activité de la microfinance moins lucrative.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Les participants ont également discuté du surendettement de clients dans plusieurs pays. «C'est un problème réel qui s'est dévoilé dans le sillage de la crise financière de 2008-2009», a expliqué Jean-Pierre Klumpp. En effet, des milliers de personnes ont contracté des dettes auprès de plusieurs organisations de microcrédit. Elles ont été par la suite incapables de rembourser les prêts. Il a aussi été question de l'engagement moral des institutions de microcrédit qui entrent en bourse et qui doivent en principe verser le plus haut rendement aux actionnaires.

Faux espoirs

Pour sa part, Melchior de Muralt, président du World Microfinance Forum, sis à Genève, a mis en garde contre les faux espoirs placés dans la microfinance ainsi que contre la tendance à tirer sur l'ambulance. «Il y a tout de même 4 milliards de personnes qui n'ont pas accès aux crédits et nous devons trouver un moyen qui permette aux investisseurs de gagner de l'argent et aux clients de sortir de la pauvreté», a-t-il déclaré.



Jean-Pierre Fabre pour une jonction du mouvement social au mouvement politique du FRAC

Les responsables et militants du FRAC ne désespèrent toujours pas. Quatre mois après l'élection présidentielle du 04 mars 2010, Jean-Pierre Fabre et sa suite continuent de multiplier les mouvements de contestation de la victoire de Faure Gnassingbé. Ils ont encore battu les pavés samedi pour dénoncer l'usurpation du pouvoir de Lomé par Faure Gnassingbé. Cette quinzième marche a été particulière en ce sens qu'elle a connu la participation des femmes de Sanguéra, Agoè, Toglékopé, Légbassito, Vakpossito et Baguida, des localités qui sont autrefois considérées comme des fiefs du parti au pouvoir. Elles ont exprimé leur « soutien indéfectible » à la lutte que mène le « président élu Jean Pierre Fabre » pour la conquête de sa victoire. Elles ont ensuite rassuré « Fabre qu'elles constitueront son bouclier et son socle et se mobiliseront derrière lui comme une légion ».

M. Alphonse Kpogo de l'ADDI, était le premier responsable politique à prendre la parole au cours de ce meeting. Pour lui, la marche est arrivée à un moment décisif et qu'elle exige la participation de tous. Il a ainsi demandé que la mobilisation s'amplifie pour contraindre ces autorités qui ne veulent pas entendre raison à abandonner le pouvoir.

Agbéyomé Kodjo a quant à lui, abordé le problème de la hausse du prix des produits pétroliers. « On ne fait pas le commerce, quand on dirige un pays. » Il a ajouté que le gouvernement manque d'expérience en matière de bonne gouvernance car il existe d'autres moyens pour renflouer les caisses de l'Etat et qui n'auront pas d'impacts sur la population. Il a convié les membres du gouvernement à aller à cette école. Les interventions de Patrick Lawson et de Jean-Pierre Fabre ont mis fin au meeting de ce samedi. Le dernier a demandé une jonction du mouvement social au mouvement politique. Pour lui le moment est venu pour « taire nos divergences pour finir définitivement avec cette crise ». Il a fustigé le régime de Faure Gnassingbé qui selon lui, est pire que celui de son défunt père.

En intégralité les propos des leaders politiques

Alphonse Kpogo (SG. ADDI): « Le moment n'est plus aux rires »

Nous continuons notre chemin de croix. Nous sommes aujourd'hui à la quinzième marche. Le moment n'est plus aux rires. Nous devons combattre avec fermeté parce que la lutte a pris une tournure

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

importante. Lorsque nous étions à notre septième marche, nos adversaires sont allés demander des conseils à l'étranger pour savoir la stratégie à adopter. Il leur a été dit de revenir voir notre président Jean-Pierre Fabre pour une négociation. Vous les connaissez, à leur retour, ils ont refusé de mettre en pratiques les conseils reçus. Mais aujourd'hui, le RPT s'est rendu compte qu'il s'est trompé. Sur ce, nous devons être plus mobilisés. Nous sommes sûrs maintenant qu'ils vont fuir et laisser eux-mêmes le pouvoir. Nous devons savoir que nos adversaires sont les gens du RPT. S'il y a de petits problèmes entre nous, ce n'est pas à eux de les régler. Je remercie et encourage les conducteurs de taxi et les zémidjan pour leur courage dans cette lutte.

Agbéyomé Kodjo: « Si on gouverne un pays, on n'est plus commerçant »

Le temps de la victoire est proche. Les syndicats et l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) avaient lancé un mot d'ordre de grève pour 24 heures en vue d'obliger le gouvernement à revenir sur les anciens prix du carburant. Certains syndicats ont fléchi après leur soi-disant négociation. Mais l'ATC a maintenu ce mot d'ordre et sur l'ensemble du territoire, le peuple a suivi le mot d'ordre. Nous au FRAC, nous savons que si nous demandons une semaine de grève, tout le monde peut l'exécuter. Les 20 F diminués ne suffisent pas, qu'ils annulent toute l'augmentation. Nous savons d'où et comment ils importent les produits pétroliers. Ils ne peuvent pas hausser les prix. Si on gouverne un pays on n'est plus commerçant. Soit l'un ou l'autre. Les Amis de Gilchrist Olympio (AGO), sont rentrés dans le gouvernement, mais nous nous disons non. Le gouvernement qui va diriger bientôt le pays avec la confiance du peuple est celui que nous allons former avec Jean-Pierre Fabre. Quand on est gouvernant et on a besoin des fonds pour des urgences, ce n'est pas par la hausse des prix du carburant mais il y a d'autres moyens par lesquels on peut arriver à rassembler ces fonds sans que le peuple ne souffre. Ils doivent retourner à l'école.

Patrick Lawson: « Le pouvoir ne peut pas acheter l'essence à 299 F et le revendre à 560 F au Togolais, c'est inadmissible »

On dit souvent que la lutte populaire est invincible parce qu'elle est accompagnée de la force de Dieu. C'est ce que nous faisons. Notre lutte est politique. Il y a une autre en gestation qui est sociale. Les deux luttes font peur à ces gens. Lorsque ces deux luttes seront ensemble, ce sera fini pour eux. Que les responsables des syndicats des travailleurs soient des gens responsables et tiennent fermes. Ce qui s'est passé ces dernières semaines ne vient pas de l'UFC. C'est le peuple même qui s'est soulevé de façon subite. Ils ont offensé le peuple en augmentant les prix des produits pétroliers et c'est ce qui fait mal aux Togolais. Le ministre disait la dernière fois que la caisse de péréquation n'existe plus. Ce n'est pas là l'inquiétude des Togolais. Ces derniers veulent tout simplement savoir, à quoi ont servi les fonds qui étaient dans cette caisse de péréquation. Deuxième chose pourquoi a-t-on supprimé cette caisse ? Après la lecture d'un journal, j'ai automatiquement compris que ces gens continuent de voler les Togolais. Leurs richesses personnelles dépassent largement celles du Togo entier. On ne peut pas acheter l'essence à 299 F et le vendre à 560 F au Togolais, c'est inadmissible. C'est contre cette gestion catastrophique du pays que nous nous sommes levés. Mais certains ne comprennent toujours pas notre lutte. C'est pour le bien-être et le respect des Togolais.

Jean-Pierre Fabre: « Le mouvement politique du FRAC et celui social des travailleurs doivent se rejoindre et s'alimenter mutuellement »

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

« Les travailleurs se sont levés parce qu'ils disent qu'il y a longtemps qu'on les méprise et de plus le gouvernement a augmenté les prix du carburant. Vous savez comment fonctionne ce gouvernement. Ils disent qu'ils ont fait un rabais de 20 F. C'est là encore une insulte envers les populations et personne ne doit être d'accord. Nous devons encourager nos frères qui font aussi la lutte sociale. La manière dont ils ont respecté le mot d'ordre de grève du vendredi, reconforte plus. Que personne ne trompe son prochain. Au Togo, il y a tellement d'argent que lorsque son utilisation se fera rationnellement et de façon sage, tous les Togolais vivront décemment. Mais seule une minorité s'est accaparée des biens de l'Etat. Le père l'a fait et le fils aussi le fait. Le fils est même pire que son père. A chaque année, il y a un budget de 5 milliards 300 mille pour les achats de matériels de la présidence de la République. Maintenant ça s'est élevé à 6 milliards. Donc Faure seul utilise chaque année 6 milliards. A l'Assemblée, nous avons demandé à voir ce qu'on achète avec cette somme colossale. On nous dit qu'après les achats et l'utilisation des matériels, ces derniers disparaissent. Il y a un autre budget de 5 milliards consacré à la modernisation de la douane et des impôts. Mais nous ne voyons jamais cette modernisation. C'est pourquoi nous ne votons jamais le budget du vol.

Tout cet argent est volé et sert à des futilités. Nous les Togolais n'allons jamais accepter que notre pays soit géré de cette façon. Donc la lutte ne doit pas s'arrêter. La lutte sociale des travailleurs n'est que la conséquence de la crise politique. Sur ce, le mouvement politique du FRAC et celui social des travailleurs doivent se rejoindre et s'alimenter de manière harmonieuse afin que nous puissions rapidement trouver une issue à notre combat.

Nous ne faisons pas une récupération politicienne de la lutte des travailleurs. Mais tant que ce système sera en place, les travailleurs, n'auront pas gain de cause. C'est la raison pour laquelle les deux mouvements doivent se rejoindre et s'alimenter mutuellement. C'est un appel pressant que je lance. Ce message solennel est adressé aux travailleurs quels qu'ils soient. Ceci est très important et nous devons tous surmonter nos divergences afin de résoudre définitivement cette crise.

D'autre part, je voudrais vous dire que l'UFC n'est pas divisée. Le bureau national en place est légitime et peut organiser un congrès le moment venu. C'est la ligne du bureau qui prévaut sur toute autre considération personnelle. Tout ce qui se passe montre que seul le peuple peut donner une orientation à la lutte. Les gens veulent que ce système parte. Que ce soit Faure ou Eyadéma, c'est toujours le même système qui continue.

Olivier GLAKPE
Le Correcteur



Sécurité Port Autonome de Lomé : La méthode Rock Gnassingbé suscite des polémiques

Dans le but de garantir la sécurité optimale des biens et des personnes dans l'enceinte du port franc et ses environs, il a été adopté de nouvelles conditions d'accès au Port de Lomé. Ces mesures ont été prises dans le cadre de la sécurisation de la zone portuaire (navires et installations) recommandée par le Code International pour la Sûreté des Navires et des Installations Portuaires (Code ISPS). Ces mesures réglementent ainsi les mouvements des personnes et des véhicules de l'intérieur du Port et ont pour avantage : la sécurisation de l'enceinte portuaire ; la sécurisation des marchandises ; la rapidité des opérations et la fluidité du trafic.

Le code de sécurité ISPS est rentré en vigueur depuis quelques temps au Port Autonome de Lomé. Ce système qui permet de lutter contre l'insécurité consiste à contrôler l'identité de toute personne qui entre au Port. Ceci passe par la délivrance de badge annuel à tous les usagers dont le coût est fixé à trente mille (30.000) F CFA.

A priori, cette nouvelle mesure, opérationnelle dans d'autres pays depuis quelques années, est un outil important pour évaluer et limiter les risques d'insécurité. Mais le zèle des agents de sécurité et le flou qui entoure ses contours rendent difficile son application.

Code ISPS, une escroquerie de plus ?

Bien que ce code soit une nécessité pour la fiabilité et la sécurité des opérations au Port Autonome de Lomé, les nombreuses taxes douanières fixées à la hussarde notamment la COTEC, et qui compliquent la vie aux opérateurs économiques et déclarants en douane communément appelés transitaires, ne favorisent pas son application. Ce code apparaît comme une mesure de trop qui décourage les opérateurs économiques. Bien plus, le quota limité de badges fixés paralyse leurs activités.

Selon nos informations, tout transitaire qui fait la demande d'obtention de badge doit nécessairement appartenir à une maison de transit agréée. Au même moment, il n'est délivré qu'un nombre limité de badges afférents. Il en est de même pour les transporteurs, qui bien que disposés à faire établir les fameux badges à leurs collaborateurs et apprentis, se heurtent au quota. Cette situation a suscité la colère des transitaires et transporteurs qui ont organisé le 23 juin dernier des débrayages dans l'enceinte du Port. Mais jusqu'à ce jour, aucune solution idoine n'a été trouvée pour remettre en confiance les opérateurs. Ils sont nombreux ces opérateurs qui dépassés par les événements, sont en train de bouder le port de Lomé au profit des autres de la sous-région. Il s'agit là de l'introduction hasardeuse d'un système dont les contours ont été mal étudiés. Peu à peu, le manque de vision et l'implantation des réseaux mafieux des responsables du Port ternissent davantage la renommée du secteur portuaire, véritable poumon de l'économie nationale. A toutes les complications suscitées, il faudra ajouter le zèle des agents de sécurité aux ordres du Lt-Colonel Rock Gnassingbé.

Le Contre-Amiral Adegnon et le scandale du 25 juin

Au lendemain des manifestations des transporteurs, les responsables du Port et de la douane devraient tenir une réunion pour se plancher sur les voies et moyens pouvant alléger les difficultés de leurs partenaires. Tout comme leurs « patrons » qui maîtrisent très peu les contours du Code ISPS, les agents de

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

sécurité en ont montré la preuve au Directeur Général du Port. En effet, le Contre-Amiral, Fogan Adégnon, Directeur Général du Port se rendait au service le vendredi 25 juin 2010 où il devrait organiser une réunion avec son collègue de la douane Marc Ably-Bidamon. Coup de théâtre, le Contre-Amiral Adégnon a été interdit d'accès au Port. Les agents de sécurité exigent du Directeur Général la présentation de sa carte ISPS. Malgré les multiples tractations pour faire comprendre auxdits agents qu'il est le premier responsable des lieux, rien n'y fit. Selon nos informations, il a fallu l'intervention du Directeur Général Adjoint, chargé de la sécurité le Lieutenant-Colonel Rock Gnassingbé pour que le Directeur Général du Port n'ait accès à son propre bureau. Un Directeur Général interdit par ses propres agents de se rendre dans l'enceinte du Port, c'est un véritable scandale national. Cet incident est la preuve suffisante de la gestion catastrophique et parcellaire du Port de Lomé. Une situation qui met à mal le secteur, de plus en plus boudé. Il importe que des mesures idoines soient prises pour normaliser la situation et alléger la souffrance des acteurs du secteur portuaire. **Kokou Agbémébio Le Correcteur**



Social Les centrales syndicales désavouées par le réalisme des populations (Analyse) Les syndicats du Togo entre légitimité et efficacité

Que doit-on dire des syndicats qui se plaisent à jouer les auxiliaires d'un pouvoir oppresseur ? Que doit-on dire des responsables syndicaux qui confondent militantisme politique et lutte syndicale ? Que dire enfin de ces messieurs qui se parent de la tunique de syndicalistes mais prennent plaisir à s'amuser avec les intérêts de leurs collègues et par ricochet des populations ? Pour avoir cédé à la légèreté et à la complaisance, les syndicalistes et leurs syndicats ont perdu dorénavant crédibilité et confiance auprès des populations qui ont pris leur destin en main.

Laxisme et complaisance

Depuis la venue au pouvoir de Faure Gnassingbé, et quelques années avant la fin du long règne de son père feu Eyadéma Gnassingbé, on a constaté que la lutte syndicale est réduite à sa simple expression. Juste faire acte de présence, c'est la formule à laquelle semblent se résigner les syndicats. Reprenant à son compte la stratégie de son feu père, Faure Gnassingbé a poursuivi l'inféodation et la clochardisation des syndicats à travers l'introduction de zélés militants dans le monde syndical et la création d'une kyrielle de syndicats-maison.

L'histoire de ces derniers remonte à novembre 1992. Au moment où le collectif de l'opposition aidé par des syndicats a lancé la bombe de la grève générale illimitée et non négociable jusqu'au départ d'Eyadéma, le pouvoir en place a réagi en suscitant des syndicats doublons dans plusieurs secteurs d'activités. Leur mission : briser la grève en faisant croire que le travail continue normalement. Soit dit en passant, l'actuel ministre de la Justice doit sa promotion à ce type de syndicalisme. Il en est de même pour feu Assima Gnoukouya, professeur de philosophie devenu directeur de cabinet au ministère des Affaires Etrangères jusqu'à sa mort. Et pour bien d'autres. Au temps d'Eyadéma comme celui de son fils, la ligne de conduite est ainsi la même : fragiliser l'action syndicale pour dormir de ses deux oreilles.

La conséquence est évidente : sur le front de la lutte syndicale, c'est le mutisme et le silence insensés. Non pas que les travailleurs togolais soient les plus heureux sur la terre, non pas qu'ils n'ont rien à réclamer. On les a réduits au silence, et en silence ils rongent leur frein, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, se contentant de murmurer et de maugréer, sans jamais aller plus loin que les discours hypocrites destinés à tromper la vigilance des esprits simples. On doit reconnaître cependant que des oasis existent : à la Société de Location de Matériel (SLM), à la Société de Ciment (WACEM), à la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT), le syndicalisme a encore un sens et les travailleurs savent taper du poing sur la table. Une éclaircie encore : les médecins et personnels des hôpitaux ont montré leur détermination à défendre leurs intérêts, même si des bruits fous circulent actuellement sur leur reddition subite. Au-delà de ces cas exceptionnels, la situation fait perdre le latin à tout homme sensé.

Disons-le de façon tranchée : les syndicats au Togo brillent par leur laxisme et leur complaisance. Au mépris de la profession de foi de Marx, ils s'acoquinent avec le pouvoir, lui sourient et le laissent piétiner leurs intérêts et leurs droits, souvent les plus élémentaires. Ils ont capitulé, ils ont montré leurs limites mais ne veulent pas libérer le plancher. Ceux qui se croient malins se contentent de la formation à longueur du mois ; de la formation des coiffeuses, vendeuses de charbon, commerçantes de céréales ; certains font croire que le fonctionnement d'un syndicat doit respecter des normes, pour expliquer leur laxisme et leur complaisance. Des arguties, voilà tout. Ce faisant les syndicats du Togo oublient, curieusement, que leur

action s'inscrit dans le contexte précis de la lutte des classes, ainsi que le définissent les marxistes. Les patrons ne donnent jamais rien de bon cœur, il faut leur forcer la main, s'imposer à eux, les mettre en difficulté. Un travailleur, en définitive, n'a pas d'amis ; il n'a que des intérêts.

Le laxisme et la complaisance sont d'autant plus criards lorsqu'on considère la suite réservée au dialogue social et à son accord tripartite. Après qu'il leur a jeté des miettes au visage, le gouvernement de Faure Gnassingbé s'est emmuré dans son obstination et dans son arrogance ordinaires, faisant black out sur les autres clauses dudit accord. En face, c'est la débandade. Il est des syndicats qui cautionnent l'inaction du gouvernement, trouvant satisfaisant ce qu'il a déjà fait. Ils n'ont pas raison, bien entendu, tous les travailleurs l'avouent. Les autres qui manifestent leur désapprobation et leur insatisfaction ne vont pas plus loin que les beaux discours dans un futur d'impuissant.

Pis, suite à l'augmentation abusive des prix des produits pétroliers, les syndicats des travailleurs n'ont pas pu s'émanciper du joug du laxisme et de la complaisance pour contraindre le gouvernement à la marche en arrière. Honnis par les consommateurs qui ont contesté violemment et vivement la décision les 22 et 23 juin, ils sont sortis de leur tour d'ivoire pour sauver la face. Rapidement, ils remettent sur le tapis leur danse habituelle : menace tapageuse, comédie à la fin. Ce ne fut que du mauvais tango qu'ils vont danser : un mot d'ordre de grève est lancé qui est suspendu à une demi-journée du jour dit, le vendredi 02 juillet. Raison évoquée : le gouvernement a réduit de vingt francs (20) F CFA les nouveaux prix ! Les plus cyniques et les plus plaisantins ont même parlé de « victoire », en ignorant que tous les consommateurs savent qu'ils sont les affidés du pouvoir.

Au total, les responsables syndicaux au Togo ont plutôt l'air de bouffons, de plaisantins, d'imposteurs et d'opportunistes. Ils ont pris en otage les travailleurs qu'ils aident le pouvoir à brimer et à voler.

Désaveu des populations

Pour avoir franchi les limites du sensé et du rationnel, les responsables syndicaux ont donné la preuve de leur inefficacité et de leur imposture. Ils savent très bien qu'ils ne peuvent pas défendre efficacement les intérêts des travailleurs mais ils demeurent à la tête des syndicats. Que comprendre en vérité de cette confiance d'un responsable de centrale qui fait remarquer astucieusement l'influence du pouvoir RPT et du clan Gnassingbé sur leur engagement ? A une observation d'un interlocuteur qui soulignait l'efficacité et la ténacité de leurs collègues de la Guinée et du Niger, sur une radio de la place, ce responsable a répondu : « Y a-t-il aussi dans ces pays le clan Gnassingbé ? » Question intéressante puisqu'elle renseigne que si les responsables syndicaux sont si veules et inefficaces, c'est parce qu'ils ont peur de la machine à broyer du RPT et du clan Gnassingbé. Pourquoi ne démissionnent-ils pas alors ? En refusant de démissionner, malgré cette réalité dont ils s'accommodent, au grand malheur des travailleurs, ils se font complices du gouvernement.

C'est pour cela qu'ils se dessinent le schéma dans lequel les populations se débarrasseraient des syndicats en reprenant leur destin en main. Des sociologues spécialistes du monde du travail et du syndicalisme font ainsi observer que la réussite de la grève du vendredi 02 juillet est le témoignage du désaveu des syndicats et de la remontée de l'action populaire. Si, malgré la suspension prononcée par les centrales des syndicats des travailleurs, la ville de Lomé a cessé de respirer ce vendredi, il faut conclure au divorce entre les syndicats et les populations, premières victimes des décisions d'augmentation.

Mieux, la discipline et la détermination avec lesquelles les populations ont fait « leur grève » dénotent d'une nouvelle donne dans le pays. Il faut remonter aux années 90 pour voir une telle mobilisation et une

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

telle discipline. Premiers concernés par les prix meurtriers, les Togolais ont dépassé leurs clivages politiques pour défendre leurs intérêts. Bon signe, puisque la politique n'y étant pour rien, on peut conjecturer que les mêmes mobilisation et détermination les aideront à provoquer des changements notables dans le pays. Ayant mis forclos politiciens et syndicalistes, ils semblent avoir repris le gouvernail et la direction des choses. De quoi seront-ils capables ? Jusqu'où pourront-ils aller ? Quelle surprise réservent-ils encore ?

Nama Zara

Le correcteur



Samedi, 03 Juillet 2010 19:05 - **Mathias Kokou HLOMADOR et PALANGA, les cavaliers masqués de Faure qui font tanguer l'intersyndicale des travailleurs**

Si les responsables de l'intersyndicale des travailleurs du Togo ont bu jusqu'à la lie, leurs bases sont restées sur leur soif. Pour seulement 20 F CFA de diminution, nos amis syndicalistes ont réuni hier la presse et lui ont fait savoir que le mot d'ordre de grève est levé « suite aux négociations avec les autorités ». Malgré leur suspension du mot d'ordre de grève, le mouvement a été bel et bien suivi ce vendredi 02 juillet par les transporteurs notamment, les taxis et taxis-motos et même les fonctionnaires de l'administration publique d'habitude réservés.

L'intersyndicale est composée de la Confédération Générale des Cadres du Togo (CGCT) d'Ephrem TSIKPLONOU, de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT) d'Akouété BELIKI, de la Confédération Nationale des Travailleurs du Togo (CNTT) de PALANGA et de l'UGSL de Mathias HLOMADOR.

Cette intersyndicale telle que présentée est bourrée de taupes collaborant étroitement avec le pouvoir ; elle ne peut que se livrer souvent à des gymnastiques pour tromper les travailleurs. Et puis entre nous, au Togo, une grève qu'on veut efficace doit être faite plutôt un lundi ou mardi qui sont des jours d'intenses activités au lieu d'un vendredi considéré comme un jour de travail fade. Quant aux taupes de l'intersyndicale, parlons-en à présent. Mathias HLOMADOR et PALANGA ne sont pas du tout sur la même longueur d'onde que leurs camarades de lutte des autres syndicats formant l'intersyndicale.

Au sein de l'intersyndicale des travailleurs togolais, se trouvent « kankpé » ces deux hommes du pouvoir aussi manipulables à loisir telles des marionnettes. Le sieur Mathias Kokou HLOMADOR, président de l'Union des Syndicats des Conducteurs Routiers du Togo (USYCORT) également président de l'Union Générale des Syndicats Libres (UGSL) est venu au syndicalisme par pur hasard. Mathias Hlomador n'était qu'un désœuvré avant qu'un de ces 4 soirs sous un pot, son chemin croise celui de feu Assima

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

GNOUKOUYA, l'enseignant syndicaliste actif à l'époque au sein de l'UGSL dirigée par un certain Kokou TOZOUN aujourd'hui ministre de la Justice. C'est ainsi Assima Gnoukouya qui a conseillé amicalement Mathias Hlomador de lorgner du côté des chauffeurs. Et comme ce dernier savait manier un peu la langue de Molière, il réussit à se faire accepter par les conducteurs dans les rangs desquels les lettrés étaient aussi rares que les larmes d'un chien. «Au pays des aveugles, les borgnes son rois », dit l'adage populaire. Mathias Hlomador s'impose alors comme président du syndicat des conducteurs et commence une nouvelle vie pour lui. Celui-ci n'est même pas chauffeur ni propriétaire de véhicule mais il préside aux destinées de l'USYCORT avec pour président d'honneur Emmanuel GNASSINGBE, l'autre prince au passé sulfureux.

Jusqu'à sa mort, Assima Gnoukouya a été toujours le parrain de Mathias Hlomador. Une des preuves palpables, après la nomination de Gnoukouya comme Directeur de Cabinet au ministère des Affaires Etrangères, Hlomador prend sa place à la tête de l'UGSL et ce jusqu'aujourd'hui après la mort du parrain.

Séverin Gomaro Lynx.info



Social Quand les leaders syndicaux togolais aident les gouvernants à arnaquer les populations

TOGO Hausse des prix du carburant et annulation de la grève de vendredi , Mathias Hlomador, Ephrem Tsikplonou, Akouété Béliké, les pions

Lundi, 05 Juillet 2010 17:43 - Le vendredi 2 juillet était censé être une journée sans activités. Il devrait se tenir sur toute l'étendue du territoire togolais, à l'appel de l'Intersyndicale des travailleurs du Togo, une grève générale des travailleurs tant du secteur public que privé, pour protester contre la hausse inopinée des prix des produits pétroliers. Tout était fin prêt pour que ce mouvement de débrayage soit effectif. Mais la grève a été décommandée au dernier moment par les leaders syndicaux, à la surprise générale. Retour sur cette volte-face de l'Intersyndicale qui continue d'écœurer et sur l'accord qui a prévalu à cette annulation.

Une diminution de 20 F, les leaders syndicaux emballés

C'est un pseudo accord intervenu dans la matinée de jeudi entre les leaders syndicaux et le gouvernement qui a prévalu à l'annulation du mouvement. « Les prix en vigueur depuis le 19 juin 2010 sont diminués de 20 F sur tous les produits à compter du 2 juillet 2010 au plus tard ». Voilà la grande décision de ce compromis qui a emballé l'inénarrable Mathias Hlomador- l'homme est très connu pour ses revirements de positions- et sa bande. Cette volte-face est restée au travers de la gorge des bases syndicales, des travailleurs et de l'opinion en général, au regard de la plate-forme revendicative préalable soumise. Le bon sens n'arrive pas à comprendre qu'une diminution de vingt (20) F Cfa puisse avoir raison de la détermination affichée par les leaders de la Confédération générale des cadres du Togo (Cgct), de la Confédération nationale des travailleurs du Togo (Cnnt), de la Confédération syndicale des travailleurs du Togo (Cstt) et autres. Puisqu'au préalable ils demandaient que l'augmentation décidée le vendredi 18 juin dernier soit purement et simplement rapportée, et que donc les anciens prix pratiqués avant cette date restent en vigueur. C'était une position partagée par les consommateurs qui ont manifesté le mardi 22 juin leur désapprobation de cette mesure cynique prise au moment même où les populations avaient les pieds dans l'eau. Mais il a juste fallu que les gouvernants consentent une diminution de 20 F Cfa sur les soixante-quinze (75) F Cfa de hausse décidée le vendredi 18 juin pour que les leaders syndicaux désarment. Et apparemment ils sont comblés. L'istt « complètement satisfaite », s'est-on emporté jeudi sur la mère des télévisions dans l'édition du journal de la mi-journée. Incroyable !

Jouer sur la lassitude des consommateurs

« Une commission spéciale des prix des produits pétroliers comportant les représentants des organisations syndicales des travailleurs et du Conseil national du patronat sera mise en place dans les dix prochains jours. Elle aura pour attribution de proposer les réajustements automatiques des prix conformément au cours du baril et aux fluctuations du dollar afin que les prix à la pompe reflètent la vérité des prix. Une formation sera administrée aux membres de ladite commission dans les jours qui suivent sa mise en place. Les nouveaux prix qui seront incessamment communiqués sont provisoires et seront réajustés par la commission spéciale des prix dès qu'elle commencera ses travaux et ce, conformément au principe énoncé plus haut », indique par ailleurs le fameux accord. Assez suffisant pour conclure que par ces dispositions, le gouvernement vient de fermer la porte à toute négociation visant à rapporter les prix. Et visiblement les gouvernants veulent jouer sur le temps, histoire d'amortir progressivement la colère des consommateurs. La fameuse « commission spéciale des prix des produits pétroliers » ne sera mise en place que dans un délai de dix (10) jours, et en plus ses membres devront subir une formation appropriée avant d'être opérationnels. On pourra mettre par exemple un, deux ou trois mois pour ce faire, et ainsi le tour serait joué.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Au secours des gouvernants

Même si dans l'accord il est stipulé que les nouveaux prix qui seront incessamment communiqués sont provisoires, il faut être dupe pour penser que le gouvernement va consentir ultérieurement une autre diminution, même de 5 Fcfa. C'est ici qu'il faut concevoir le rôle joué par Mathias Hlomador, Akouété Béliké, Ephrem Tsikplonou et autres comme un grand service rendu au pouvoir en place. Ils ont stratégiquement récupéré la « mutinerie sociale » qui a éclaté le mardi 22 juin, jouant aux porte-parole des consommateurs, pour ensuite noyer la grogne. Le quateron de leaders a participé ainsi à aider les gouvernants, qui avaient du mal à contenir la grogne sociale malgré les déploiements des forces de l'ordre le mardi 22 juin et les menaces sur les partisans de la grève, à faire consommer aux populations la hausse des prix des produits pétroliers. Une caution manifeste de l'arnaque officielle des consommateurs. Voilà qui donne raison à ceux qui pensent que ces hommes sont souvent agis à coups d'espèces...et prennent fait et cause pour le pouvoir, chiant carrément sur le sort de leurs mandants.

La mort des syndicats au Togo

Il faut avouer qu'avec ce dernier épisode, ces leaders syndicaux traditionnels ont joué leur crédibilité pour de bon. Très peu de consommateurs ont applaudi cette baisse de 20 F Cfa arrachée. « On s'en fout d'une baisse, même de 74 F. Que les produits pétroliers soient tout simplement ramenés aux anciens prix, le reste c'est du dilatoire ! », a pesté un compatriote. « Mathias Hlomador et ses comparses croient sûrement avoir rendu un grand service à la population, mais que représente une diminution de 20 F sur les 75 F augmentés ?...Qu'ils aillent au diable ! », s'est emporté un autre. Preuve de cette désapprobation générale, la grève a été suivie vendredi.

Le mouvement a été grandement observé dans le secteur privé. Même les travailleurs du public auraient pu débrayer s'ils n'avaient pas été menacés. La veille, des notes ont circulé dans les services, sommant les employés de ne pas respecter le mouvement, au risque de perdre leur boulot. Et vendredi, jour de grève même, des contrôles inopinés ont été effectués dans les services publics, les employés devant remplir à longueur de journée des fiches de présence. « On nous faisait émarger à tout bout de champ, ce qu'on ne fait pas d'habitude », témoigne un fonctionnaire d'Etat. Mais bien que l'Istt ait décommandé la grève, elle a été suivie dans l'ensemble. Même le très officiel site de la « désinformation » a avoué. « Un vendredi comme un samedi », titre-t-il, faisant allusion au trafic fluide constaté ce vendredi 2 juillet, qui est souvent l'apanage du samedi, jour non ouvrable. « En dépit de la levée du mot d'ordre de grève lancé par les syndicats, de nombreux habitants ne se sont pas rendus au travail », concède-t-il, avant de relativiser, « faute de transports en commun. Peu de taxis et de taxis-motos circulaient dans la matinée...Certains commerçants ont préféré laisser leur rideau de fer baissé par crainte de troubles », le tout après avoir asséné au tout début un grand « Pas de grève générale vendredi à Lomé ».

Tout cela prouve le peu de crédit qu'ont aujourd'hui les leaders syndicaux aux yeux des populations. C'est certainement la fin de la génération Mathias Hlomador, Akouété Béliké, Ephrem Tsikplonou et consorts. Leurs bases respectives fulminent de colère, et ce ne serait pas étonnant que dans les prochains jours, des assemblées générales extraordinaires soient convoquées pour démettre ces leaders syndicaux qui visiblement, ne sont plus en phase avec leurs syndiqués et oublient leur sort. Ces leaders pendant tout leur mandat restent aphones et indifférents au sort des travailleurs, et lorsqu'ils sont obligés de sortir de leur léthargie, c'est pour les enfoncer davantage et aider les gouvernants à se sortir d'embarras, bien sûr moyennant...

Tino Kossi

LIBERTE HEBDO TOGO

Le Pays Sports MONDIAL 2010 • L'Afrique n'aime pas les jeux de main

Sur le continent noir, la défaite du Ghana en quart de finale face à l'Uruguay ne passe pas. Elle est perçue comme une injustice. Cet éditorial du quotidien burkinabé Le Pays en témoigne.

05.07.2010 | Mahorou Kanazoe | [Le Pays](#)

La fausse note des arbitres



L'Uruguayen Luis Suarez arrête le ballon de la main, le 2 juillet face au Ghana

Après avoir rangé les crampons, les Black Stars ont eu droit à un honneur rarissime. Malgré leur élimination le 2 juillet en quarts de finale [par l'Uruguay qui a remporté la séance de tirs au but, dans le temps réglementaire, les deux équipes avaient fait match nul (1 partout)], ils ont été reçus par Nelson Mandela, l'homme le plus respecté au monde et qui, du fait de son âge, n'accorde que des audiences très sélectives. Sans doute Mandela voulait-il les remercier pour avoir été les derniers représentants de l'Afrique dans la compétition. Mais cet accueil signifie certainement la reconnaissance du talent de ces jeunes Ghanéens qui n'ont nullement démerité. Mieux, il célèbre l'honneur, la droiture et la dignité dont ont su faire montre les Ghanéens, face à la tricherie [la main de Suarez qui a empêché le ballon de rentrer dans les buts de l'Uruguay à la dernière minute du match]- une de plus - qui les a privés d'une qualification historique pour toute l'Afrique, en quarts de finale.

Mandela qui, toute sa vie durant, a combattu l'injustice, ne pouvait pas ne pas apporter son soutien à une équipe victime de ce mal. Et en homme indépendant, il l'a fait. Mais la FIFA comprendra-t-elle le message ? Car le Ghana vient à son tour d'être victime du laxisme de la FIFA face aux fautes graves commises par des joueurs sur le terrain, en l'occurrence les fautes de main. Dans la plupart des cas, elles sont volontaires ; donc malintentionnées. Mais le plus grave, c'est qu'elles permettent aux auteurs de délits aussi flagrants et indignes, de se qualifier et de passer à la phase supérieure. Tel fut le cas de Thierry Henry. Il a qualifié la France au Mondial, au détriment de l'Irlande grâce à une faute de main. Malgré l'énormité de la faute, la France obtint sans aucune gêne son ticket et la FIFA ne broncha pas. Bis repetita à la phase finale en

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Afrique du Sud.

Là, ce sont des mains assassines uruguayennes qui brisèrent les rêves d'une équipe ghanéenne. Héroïque et dominatrice sur toute la ligne, elle a perdu de façon injuste. Et voilà l'Uruguayen, auteur de la faute, célébré dans son pays comme un héros. En compétition footballistique, on est en droit de croire que la fin justifie les moyens. On peut tout se permettre, même par des voies condamnables, l'essentiel étant de vaincre. Sont-ce là les valeurs que veulent transmettre les dirigeants du football mondial ? Une chose est sûre, ce phénomène des victoires imméritées commence à ternir l'image de la FIFA et à interpeller sur la nécessaire réforme de certaines règles.

Certes, le football a beaucoup évolué ces dernières années et les arbitres sont de plus en plus impitoyables face à certains actes. Mais la question des fautes volontaires de mains reste non résolue. Il faut soigner au plus tôt ce nouveau cancer du football. En attendant, le Ghana a fait preuve de hauteur d'esprit de fair-play. Il a évité un gros scandale grâce à son comportement. Une équipe européenne ou sud-américaine aurait-elle accepté aussi facilement cette injustice ? Le mal étant fait, point besoin de pleurnicher. A l'heure des bilans, il faut aussi savoir se remettre en cause. Le Ghana, tout comme l'ensemble des équipes africaines, doivent avoir l'humilité de reconnaître qu'ils traînent une tare : la non-maîtrise des fondamentaux techniques que sont les tirs au but. Face à un monde du football impitoyable et féroce, les Africains doivent se donner une chance supplémentaire, en se montrant irréprochables dans certains gestes techniques. Pour les textes anachroniques de la FIFA et la morale agonisante en football, les dirigeants des fédérations s'en chargeront.